

CREDIT DE SOUTIEN A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Termes de références (TDR) de l'atelier de restitution

Jeudi 28 juillet 2005

CONTEXTE

En appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, la Banque mondiale a octroyé au Sénégal un premier crédit de soutien à la réduction de la pauvreté d'un montant de 30 Millions de dollars US, environ 15 Milliards de FCFA, sur trois (3) ans, opérationnel depuis le mois de janvier 2005 et renouvelable chaque année. Il est prévu qu'un second crédit sera mis en opération au début de l'année 2006.

Les deux crédits (CSRP I et II) sous tendus par des plans d'actions définis par l'Etat et partagés avec la Banque mondiale, visent les domaines ci-après :

- ✓ Les réformes budgétaires et financières ;
- ✓ La santé ;
- ✓ La décentralisation ;
- ✓ La création de richesse avec un accent particulier sur l'emploi et la justice ;
- ✓ Les groupes vulnérables.

OBJECTIF

L'atelier devra permettre d'examiner :

- ☞ L'état d'avancement de la matrice des actions du CSRP II, en particulier les actions déclencheurs ;
- ☞ Les indicateurs du DSRP qui accompagnent la matrice d'actions.

Chaque composante fera une présentation de 15 mn sur PowerPoint suivi des discussions selon l'ordre ci-après :

- Réformes budgétaires et financières ;
- Santé ;
- Décentralisation ;
- Groupe vulnérable ;
- Création de richesses.

....

DATE ET LIEU

L'atelier se déroulera le jeudi 28 juillet 2005 à l'Hôtel Savana/Dakar selon le programme en annexe.

PARTICIPANT

L'atelier regroupera tous les membres des différentes composantes du CSRP et les partenaires au développement.

RESULTATS ATTENDUS

Il est attendu au terme de l'atelier :

- ☛ La synthèse de l'état d'avancement du CSRP II ;
- ☛ Les recommandations sur la suite des actions à réaliser.

CREDIT DE SOUTIEN A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Atelier du 28 juillet 2005

Programme

09h 15	-Ouverture de l'atelier-
09h 30 - 09h 45	-Démarrage des travaux- Présentation « Réformes budgétaires et financières »
09h 45 - 10h	Présentation « Santé »
10h - 10h 15	Présentation « Décentralisation »
10h 15 - 10h 30	Présentation « Groupes vulnérables »
10h 30 - 10h 45	Présentation « Création de richesses »
10h 45 - 11h	<i>Pause café</i>
11h - 12h 15	Synthèse des travaux et des recommandations -Clôture de l'atelier-
12h 15	<i>Déjeuner</i>

Domaines	Indicateurs (en gras sont les indicateurs retenus dans le suivi du DSRP)	Point de départ	Cibles			Objectifs du millénaire /DSRP	Organe responsable/ Source	
			2004	2005	2006			2015
								2015
Réformes Budgétaires	1. Nombre de Ministères avec la responsabilité de l'ordonnancement	0	4	4	6		MEF	
	2. Nombre de projets de Lois de Règlement reçus par la Cour des Comptes	0	3	2	1		DGF/MEF	
	3. % de marché passés en procédures de gré à gré et en urgence		17	20	<20	%	MEF	
	4. Taux d'exécution du budget	91% (2003)	> 93%	>95%	>95%		DGF/MEF	
	5. Part du budget d'investissement allouée vers les objectifs du DSRP du PAP		38%	>40%	>45%		DGF/ DPS/CSPLP	
	6. Nombre de personnel recruté par le Gouvernement	5000 (2003)	5000	5000			MEF	
	7. Dépenses suivant procédures exceptionnelles en pourcentages des dépenses totales		<15%	A déterminer avec le PRGF			MEF/Critère retenu dans le PEF	
Décentralisation	8. Evolution du FECL et du FDD FDD (en Milliards de FCFA)	9.1 (2003) 8 (2003)	10.1 4	12.7 6	>12 >6		MDCL MDCL	
	9. Délai moyen pour la mise à disposition des FECL et FDD dans les collectivités locales	9 mois (2002)	<6 mois	<4 mois	<3 mois		MEF	
	10. Nombre de comités régionaux du DSRP en opération	0 (2002)	11	11	11		rapports de la CSPLP	
	11. Nombre de POR harmonisés avec POS	0 (2003)	11	11	11		rapports de la CSPLP	
	12. Nombre de rapports de mission de contrôle produits	4	11	20	>20		MDCL/Rapport annuel sur la légalité	
	13. Nombre de projets concernés par la décentralisation des ressources internes du BCI	0	0	A déterminer avant la fin de 2004			MEF	
	14. Nombre de rapports d'audit reçus sur l'utilisation des ressources vers les régions	4	10	25	>25		Cour des comptes	
	15. Proportion de la population vivant à moins de 5 km d'une formation sanitaire primaire fonctionnelle	73.3% (2002)	Nd	A déterminer avant la fin 2004 lors de l'étude de la carte sanitaire	95%		monitoring de services de santé – ESAM	
	16. Taux de couverture vaccinale DTC3 chez les enfants de 0 à 11 mois	59% (2003)	75%	80%	>80%	>80%	Ministère de la santé	
	17. Proportion d'accouchements assistés par du personnel formé	54% (2003)	59%	62%	65%	90%	Ministère de la santé	
Santé	18. taux d'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticides		A déterminer par l'EDS IV	60%	60%		Ministère de la santé	
		enfants de moins de cinq ans	A déterminer par l'EDS IV	60%	60%		Ministère de la santé	
	19. Taux de couverture en CPN1	52% (2002)	80%	82%	84%		Ministère de la santé	
	20. Nombre de personnes dépistées (SIDA)				70,000		Ministère de la santé	
	21. Taux de consultation primaire curative	46% (2003)	50%	52%	54%	65%	Ministère de la santé	
22. IMCI stratégie mise en place dans postes de santé		50 %	60%	75%		Tracking budgétaire; statistiques du MEF		

Domaines	Indicateurs (en gras sont les indicateurs retenus dans le suivi du DSRP)	Point de départ	Cibles			Objectifs du millénaire /DSRP 2015	Organe responsable/ Source
			2004	2005	2006		
	23. Nombre de contrats avec le secteur privé pour délivrer PHC	0			15		Ministère de la santé
	24. Subventions pour médicaments et services de base				+10%		Ministère de la santé
	25. Proportion de postes de santé complètement fonctionnels						Ministère de la santé
	26. Proportion de travailleurs de la santé embauchés dans les régions défavorisées						Ministère de la santé
	27. Proportion de comité de la santé respectant la nouvelle réglementation				75%		Ministère de la santé
	28. Proportion de comité de gestion en opération			25%	30%		Ministère de la santé
Création de richesse Emploi/Travail	29. Taux de chômage (15 ans et +) en %	16% (2001)	16%	15.5%	15%	10.0%	MEF/ Emploi
	30. Nombre d'entreprises bénéficiant d'un programme de formation professionnelle continue		0	10	20		Formation Professionnelle
	31. Nombre de textes d'application du Code du travail signés	4 (2003)	6	10	15		Direction du Travail/MFPTEOP
	32. Nombre fiches emploi/métiers validés dans le répertoire		0	300	300		Direction de l'emploi/MFPTEOP
	33. Nombre d'accidents professionnels et de maladies professionnelles	3370 (2003)					Direction du Travail/MFPTEOP
	34. Indicateurs d'activités de la Commission Nationale de la Lutte contre la Transparence (nb. de cas traités)		0	A déterminer avant le dernier trimestre de 2005			
Justice	35. Part des ressources budgétaires allouées à la Justice (en % du budget total de l'Etat)	0.70%	0.96%	>1.2%	>1,5		MEF/Justice
	36. Effectif du personnel recruté dans la Justice	652	579	583			MEF /:Justice
	37. Délai de traitement des dossiers dans les tribunaux	A déterminer avant le dernier trimestre de 2005					Mjustice
	38. Nombre de tribunaux informatisés	A déterminer avant le dernier trimestre de 2005					Mjustice
	39. Nombre de visiteurs du site WEB du Ministère de la Justice	A déterminer avant le dernier trimestre de 2005					Mjustice
Groupes Vulnérables	40. Indice synthétique d'accès aux services sociaux de base en milieu rural	271 (2000)	0,6	0,63	0,65	0,75	CSPLP/DPS (Enquête village)
	41. Proportion d'enfants 6-14 ans qui travaillent	36,7 (2000)		<30		<7,5	DPS (QUID), Direction du Travail CSPLP/MEF
	42. % des ressources PPTE alloué vers le monde rural	A déterminer avant le dernier trimestre de 2005					
	43. Taux de couverture des programmes publics atteignant les groupes vulnérables	A déterminer avant le dernier trimestre de 2005					MEF/CSPL
	44. Nombre de campagnes d'information (nb. De régions)	0	0	6	11	11	CSPLP/MFDSSN
	45. Taux de prévalence de l'insuffisance pondérale (ratio poids/age) chez les enfants de 0 à 36 mois	19.10%	19%	17%	15%	11%	DSRP

		<ul style="list-style-type: none"> - Financement trouvé - Cabinet d'appui recruté 	technique en cours (arrêté à la signature du Ministre d'Etat)		CT1 : Thioye Massamba dieng E.M. Cissé
Améliorer la mobilisation des ressources en provenance de la fiscalité locale	Finaliser l'étude sur la fiscalité locale	<ul style="list-style-type: none"> - arrêté créant un comité technique par le MEF en juin 2005 - consultant/facilitateur commis - phase diagnostic faite (03-14 juillet) 	- préparation phase test sur 10 CR du 1 ^{er} au 31 août 2005	Rapport final attendu en septembre 2005	MCLD CT1 : Thioye Massamba dieng E.M. Cissé
C. Améliorer la qualité et la diffusion de l'information sur les budgets et les responsabilités des Collectivités Locales					
	Exécuter des programmes de formation en matière de gestion financière et contrôle internes pour les collectivités locales	<ul style="list-style-type: none"> - formation en passation de marché des élus locaux de Tamba et Vélingara - Administration et finance locale, Etat civil, Gestion budgétaire des Collectivités locales et Gestion des archives - Passation marchés communautaires - Environnement institutionnel de la décentralisation, fonctionnement des organes et gestion budgétaire (PACL : Diourbel et Kébémér) 		Rapports de formation	MCLD CT1 : Thioye Massamba dieng E.M. Cissé

	sensibilisations autour du DSRP dans les régions test de Kaolack et Fatick	Atelier des acteurs des régions de Kaolack pour préparer la révision du DSRP et dégager leurs plans d'action pour l'élaboration de leurs contributions dans cette révision	Finalisation du rapport	Rapport Atelier	Cellule Cheikh Seck
	° Finaliser le répertoire des acteurs de la société civile et partenaires du DSRP dans au moins 6 régions	- Démarrage des enquêtes de terrain	Recensement des intervenants	Rapport de l'étude	Cellule
	Commencer la mise à jour de la base de données villages sur les infrastructures de base	Travaux préparatoires (atelier de lancement, validation méthodologie et planification des activités,...)	Echanges avec les structures impliquées (DPS, équipes régionales)	Document méthodologique Rapport	Cellule
B Garantir les revenus des collectivités locales					
Rationaliser les transferts financiers de l'administration centrale vers les Collectivités Locales	° Accélérer les transferts FDD aux Collectivités Locales avant fin mai 2005	- arrêtés portant répartition du FDD et du FECL pris le 26 avril 2005		Arrêtés de répartition	MCLD CT1 : Thioye Massamba dieng E.M. Cissé
	Valider l'étude sur le FDD et préparer les projets de textes		- élaboration TDR - création d'un comité technique par arrêté du MEMCLD	Rapport final	MCLD CT1 : Thioye Massamba dieng E.M. Cissé
	° Finaliser l'étude sur le FECL	- TDR phase 2 étude élaborée	- création d'un comité	Rapport final	MCLD

ETAT D'EXECUTION DE LA MATRICE DU GROUPE DECENTRALISATION

II. RENFORCER LE PROCESSUS DE DECENTRALISATION					
<i>Global : Clarifier les responsabilités entre l'administration centrale et les collectivités locales, notamment en termes de revenus et de dépenses et leur alignement sur les objectifs du DSRP.</i>					
Objectifs clés	CSRP 2 (2005)	Etat d'exécution		Moyens de justification	Responsables
		Actions exécutées	Actions en cours		
A. Renforcer la structure institutionnelle du DSRP dans les régions	° Mettre en oeuvre les POR en incorporant leurs actions prioritaires dans la révision du DSRP	Elaboration du plan de travail pour la révision du DSRP	Identification et préparation de l'appui technique aux acteurs régionaux (méthodologie, services de consultant,...)	- Plan de travail - Plan d'action	Cellule Cheikh Seck
	° Finaliser l'étude sur les modalités de financement des POR dans le Budget de l'Etat	Rapport provisoire disponible	Reprise du rapport	Rapport final de l'étude	Cellule Cheikh Seck
	° Opérationnaliser les Comités régionaux à travers : (i) leur contribution au rapport d'état d'avancement du DSRP et à la révision du DSRP ; (ii) le lancement d'une campagne de				
		Production de la contribution des acteurs régionaux dans le cadre de l'élaboration du « rapport d'avancement de la mise en œuvre du DSRP »	Préparation de la contribution des acteurs régionaux dans le cadre du processus de révision du DSRP	- Rapport de synthèse régionale - Rapports régionaux	Cellule Cheikh Seck

		-			
	Créer une direction de la formation et de la communication au niveau du MCLD	DFC créée	<ul style="list-style-type: none"> - élaboration d'une stratégie nationale de formation - création de centres régionaux de formation dans 2 régions tests (Diourbel et Fatick) 	- Décret n° 2005.575 du 22 juin 2005 portant organisation du MCLD	MCLD CT1 : Thioye Massamba dieng E.M. Cissé
	Adopter par le Conseil Interministériel la stratégie ou saisine des ministères de la santé et de l'éducation par le Premier Ministre pour l'identification des projets d'investissements à décentraliser	La tenue du Conseil interministériel est programmée en septembre 2005 après le dernier conseil des ministres.	Mise à jour du rapport du comité ad hoc en tenant compte du différé de la mise en œuvre de la mesure qui change les modalités et les procédures.	- en lieu et place du conseil interministériel, la Banque acceptera une lettre du MEF qui s'engage que les crédits du BCI décentralisés du ME et du MSPH seront dans la LF 2006.	MEF : Ameth Faye Soyébou THIAM
	Identifier les projets d'investissements à décentraliser et les collectivités locales où les projets pilotes des 2 Ministères (éducation et santé) seront testés	Les ministères tests avaient déjà été saisis par le PM mais pour une mise en œuvre de la mesure dans la LF 2005 déjà votée ce qui posait un problème mise en œuvre raison pour laquelle le différé en 2006 a été convenu avec la banque. C'est la raison	Aussi, le MEF a instruit la DGCPT d'entreprendre en rapport avec les services concernés les modifications à introduire dans la nomenclature budgétaire des CL. Une question reste à	- versions finalisées du CDS-MT du ME et du MSPH à transmettre à la Banque Mondiale.	MEF : Ameth Faye Soyébou THIAM Cheikh Ndiaye

LF. loi de Finances.

		pour laquelle le MEF a saisi le ME et le MSPH pour informer du différé de la mesure et pour leur demander d'identifier pendant la préparation de la LF 2006, les projets dont l'exécution sera faite par les collectivités locales (CL) concernées, les crédits budgétaires devant être inscrits dans le titre VI « transferts en capital ». Le travail a été fait et les informations sont consignées dans les CDS-MT des ministères concernés et figureront dans la LF 2006.	résoudre : « la propriété des investissements réalisés par les CL ». Une réunion prévue le 26.07.05 examinera le problème pour arrêter une décision consensuelle.	Après le vote du budget 2006, une copie de la LF 2006 sera transmise à la Banque Mondiale	
Améliorer la capacité locale au niveau des passations de marchés	Adapter les institutions locales chargées de la passation des marchés aux aspects de la décentralisation de cette activité	Rapport d'étude portant révision du Code des Marchés Publics (CMP) et Code des Obligations de l'Administration (COA) réalisé. Rapport examiné en juin 2005 par le comité national de pilotage des réformes sur les marchés.	Processus de validation des nouveaux textes : Code des Marchés Publics (CMP) et Code des Obligations de l'Administration (COA) en cours (27 juillet 2005)	La Banque a déjà reçu une copie du rapport d'étude et est invitée à la validation de juillet 2005	MEF Soyébou Thiam
Améliorer la capacité locale en planification	(pas d'actions)				

"parepdk"
<parepdk@sentoo.sn>  Ajouter
au carnet d'adresses

À: antandao2@yahoo.fr
Objet:  Fw: Fw: Mission CSRP 2 Banque Mondiale
Date: Wed, 27 Jul 2005 13:05:57 +0100

----- Original Message -----

From: <ibradia@refer.sn>
To: "afds" <afds@sentoo.sn>
Cc: "Mamadou Soumaré" <msoumare@enda.sn>; "Aminata Diouf Ndiaye" <aminatadioufndiaye@yahoo.fr>; "Bokstal BIT" <Step_af@sentoo.sn>; <bassiroudiop@sentoo.sn>; "csplp mef" <csplpmef2003@yahoo.fr>; "Julie Vandomelen" <Jvandomelen@worldbank.org>; "Ministère Famille" <mfdssn_senegal@yahoo.fr>; "Oumar DIOP" <oumardiophfe@hotmail.com>; "Ousmane KA" <parepdk@sentoo.sn>
Sent: Tuesday, July 26, 2005 9:51 PM
Subject: Re: Fw: Mission CSRP 2 Banque Mondiale

bonjour
j'ai eu une reunion de travail avec la Banque pour la preparation de la
rencontre de jeudi
ci joint un tableau à remplir pa le groupe pour indiquer les actions
réalisées
et les actions à poursuivre 'ici octobre pour les negociations sur le
CSRP.
il
servira de tableau de bord pour le groupe et sera commenté par le
présente
lors
de la reunion
bonne reception

je souhaite que chaque remplisse le tableau selon les informations
disponible et
je fais la synthese etle complement
Selon afds <afds@sentoo.sn>:

>

ETAT D'EXECUTION DE LA MATRICE DU GROUPE

Objectif Global : Global : Améliorer la capacité des groupes vulnérables à recevoir des services sociaux et économiques et les protéger contre les risques qui peuvent réduire leur bien-être

Augmenter l'accès aux instruments de gestion des risques et aux systèmes de protection sociale notamment pour les travailleurs ruraux, les personnes âgées, les handicapés, les sans emplois et les femmes au foyer.

Objectifs clés	CSRP 2 (2005)	Etat d'exécution		Actions à mener avant la tenue des négociations (octobre)	Responsables
		- Actions exécutées - Actions en cours	Documents justificatifs		
A. Définir une stratégie permettant d'accroître l'accès des groupes vulnérables aux instruments de gestion des risques et des programmes de protection sociale	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adoption par le comité de pilotage mis en place par le Gouvernement et les partenaires la stratégie nationale de protection sociale et son Plan d'Action 2. Mettre en œuvre le plan d'action de la SPS : 3. Renforcement/extension des programmes existants 4. Elaboration des programmes pilotes prioritaires 5. Harmoniser les priorités définies dans la Stratégie avec les POS/POR en 2005 				

<p>B. Améliorer l'identification, le suivi et l'évaluation des actions visant la protection sociale des groupes</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Inclure des indicateurs de vulnérabilité dans le suivi annuel du DSRP 2. Former les principaux programmes dans la pratique des méthodes de ciblage et de suivi des groupes vulnérables 3. Produire un rapport annuel consolidé sur la prise en charge des groupes vulnérables dans les projets et programmes du DSRP 				
<p>C. Faciliter l'accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base en cohérences avec les stratégies sectorielles</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réaliser une étude de faisabilité sur les programmes d'incitation pour l'accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base 2. Evaluer l'accessibilité des personnes handicapées aux services sociaux et économique de base 3. Mettre en oeuvre des recommandations de l'étude en privilégiant les services d'éducation et santé 4. Mettre en oeuvre des projets pilotes d'incitation pour l'accès à l'éducation et santé 5. Mettre en en oeuvre des recommandations de l'étude sur l'accessibilité des personnes handicapées aux services sociaux et économique de base 				

<p>D. Garantir un cadre légal équitable et adéquat aux groupes vulnérables</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les lacunes dans le cadre légal et institutionnel en termes de protection des groupes vulnérables, notamment par rapport aux conventions internationales ratifiées par le Sénégal 2. Préparer une campagne de sensibilisation dans les 11 régions 				
<p>E. Renforcer les mécanismes d'évaluation et de suivi de l'allocation des ressources publiques vers les groupes vulnérables</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Finaliser la revue des dépenses publiques sur les groupes vulnérables et valider un plan d'action 2. Elaborer un plan d'action pour renforcer les mécanismes de transfert direct de ressources 				
<p>F. Assurer une meilleure protection sociale aux travailleurs en situation de forte vulnérabilité et de précarité</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Programme pilote d'un filet de sécurité sociale pour une meilleure prise en charge des travailleurs et travailleuses non-couverts du secteur formel 2. Mise en oeuvre des programmes et règlements qui assurent la sécurité et la santé des enfants au travail 				